



## Le développement des partenariats au sein des armées aux États-Unis

L'armée américaine fait face aux restrictions budgétaires en pariant sur le développement partenarial local

*Des initiatives de coopération locales émergent entre les emprises militaires et les acteurs qui les entourent afin de renforcer les capacités opérationnelles et d'améliorer les conditions de vie des militaires dans un contexte de restrictions budgétaires. Autrement dit, il s'agit de faire mieux avec moins. Développer des partenariats avec des entités pouvant partager les centres d'intérêt des armées permet de tirer profit des forces et des ressources spécifiques à chaque organisme.*

### L'émergence d'un nouveau cadre légal afin de diffuser les pratiques partenariales ...

Le contexte de restructuration majeure<sup>1</sup> au sein des armées fait naître de nouvelles dynamiques locales. D'une part, les installations militaires, moins nombreuses, repensent leur rayon d'action et cherchent à renforcer leurs capacités. D'autre part, les collectivités – très dépendantes de la présence des emprises militaires qui contribuent à la vivacité du tissu économique et social – imaginent des solutions afin de mettre à profit l'entourage militaire. Ainsi, des synergies partenariales ont été développées dans des domaines variés comme la recherche, l'enseignement, la mise en commun des infrastructures ou l'élaboration commune des missions de protection civile. Cependant, compte tenu de l'organisation politico-territoriale américaine entre l'État fédéral (dont dépendent le *DoD* et donc les installations militaires locales) et les états fédérés, ces partenariats entre les installations militaires et les collectivités locales doivent être autorisés par une législation spécifique.

C'est l'enjeu d'une loi du gouvernement fédéral américain<sup>2</sup>, promulguée en janvier 2013<sup>3</sup>, qui prévoit que les installations militaires puissent conclure un accord de soutien avec les autorités fédérées et locales afin de partager des services et des ressources typiquement fournis par une collectivité territoriale pour ses besoins propres. Ce soutien concerne par exemple l'approvisionnement en énergie, la gestion des déchets, les réseaux de transport, ou les centres récréatifs et d'éducation. Ce nouveau cadre légal, assumant la pertinence d'une politique partenariale, permet de libéraliser les accords directs entre entités locales. Ainsi, l'*Air Force* et l'*Army* sont en train de développer des programmes incitatifs afin d'appliquer cette nouvelle loi.

Cette loi permet aux personnes à l'origine de l'innovation partenariale sur place de profiter directement des avantages perçus : le paiement des services proposés par le *DoD* peut être directement crédité au profit de l'installation locale, sans circuler par l'*US Treasury*.

Toutefois, cette loi exclut les relations dans lesquelles l'armée est bénéficiaire, pour lesquelles les règles équitables de mise en concurrence s'appliquent<sup>4</sup>.

### ... encouragée par des initiatives locales adaptées

L'initiative partenariale qui sert d'exemple-type est celle du programme entre la ville de Monterey en Californie, le *Defense Language Institute (Army)* et le *Presidio de Monterey*. Dans les années 1990, alors que le futur de la base était remis en question, la communauté locale s'est mobilisée afin d'accroître l'efficacité des services et des missions de la base tout en réduisant ses coûts. Les services mis en commun entre la ville et la base couvrent un spectre très large qui continue à s'étendre : équipes de police et de prévention des incendies, maintenance des infrastructures, espaces récréatifs.

Un autre exemple est celui de la base aérienne de Nellis. La communauté de North Las Vegas vivait un boom économique, et la mise à disposition d'un service de traitement des eaux usées adéquat devenait une préoccupation majeure de la ville. En 2008, un bail de location d'une partie du terrain de la base par la ville a été signé afin d'héberger les infrastructures de traitement des eaux. En échange de la location, la ville a équipé la base d'installations en nature<sup>5</sup>.

*Les emprises militaires continuent de signer des partenariats prometteurs avec leurs voisins locaux. La conséquence de cette législation est considérable tant elle ouvre la voie à un nouveau paradigme au sein des armées. Elle rend possible la mise en place de politiques partenariales structurantes pour les emprises locales. Cette stratégie d'alliance peut être un vecteur de la modernisation et de la conduite du changement au sein des armées, au service du développement capacitaire et du rayonnement, guidée par les principes fondateurs d'ouverture, d'adaptabilité et de pragmatisme.*

*Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.*

<sup>1</sup> Notamment dans le cadre du programme *BRAC (Base Realignment and Closure)*

<sup>2</sup> Section 331 du *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2013 (NDAA-FY13)*, série de loi établissant annuellement le budget du *Department of Defense (DoD)*

<sup>3</sup> Codifiée sous l'article 10 USC § 2336

<sup>4</sup> Dans le cadre *OMB (Office of Management and Budget) Circular A-76*

<sup>5</sup> Un centre de fitness